Le pays face au grand dÃ©fi de l'eau

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
September 2026

Moins de 600 mÃ¨tres cubes d'eau par habitant et par an : c'est le seuil critique sous lequel Ã©volue aujourd'hui le Maroc, selon le ministÃ¨re de l'Ã‰quipement et de l'Eau.

Alors que la rarÃ©faction des ressources hydriques s'impose comme une contrainte majeure pour le continent africain, la gestion de l'eau est devenue au Maroc un enjeu primordial de la politique Ã©conomique nationale. Entre impÃ©ratifs de croissance, prÃ©servation des Ã©quilibres budgÃ©taires et adaptation des filiÃ¨res productives, le Royaume fait face Ã des arbitrages stratÃ©giques majeurs pour prÃ©server la rÃ©silience de son modÃ¨le de dÃ©veloppement. Les donnÃ©es institutionnelles traduisent l'ampleur du choc hydrique : selon les rapports de la Banque mondiale et des services hydrauliques nationaux, la dotation moyenne par habitant est passÃ©e de plus de 2 500 m3/an dans les annÃ©es 1960 Ã moins de 600 m3/hab/an aujourd'hui, marquant une rÃ©traction de 1 900 m3, et le pays Ã©volue dÃ©sormais sous le seuil critique de stress hydrique fixÃ© Ã 1 000 m3/hab/an.

Sur le plan sectoriel, l'allocation des ressources rÃ©vÃ¨le une dissymÃ©trie structurelle. Les indicateurs du Haut-Commissariat au plan (HCP) et du ministÃ¨re de l'Agriculture indiquent que le secteur agricole absorbe prÃ¨s de 85 % des ressources en eau douce du pays, pour une contribution directe fluctuant entre 12 et 14 % au PIB national. Ce dÃ©calage pÃ¨se directement sur les agrÃ©gats macroÃ©conomiques. Les pÃ©riodes de sÃ©cheresse rÃ©currentes affectent valeur ajoutÃ©e agricole et pÃ¨sent sur la balance commerciale, se traduisant notamment par la baisse du rendement des exportations maraÃ®chÃ¨res et le renchÃ©rissement des importations de cÃ©rÃ©ales.

Afin de limiter ces risques, l'Ã‰tat a engagÃ© un programme d'investissement public consacrÃ© Ã la sÃ©curisation de l'approvisionnement en eau. Cette politique entre dans le cadre du Plan national de l'eau (PNE) et du Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation (PNAEPI 2020-2027), dont l'enveloppe budgÃ©taire globale a Ã©tÃ© portÃ©e Ã plus de 143 milliards de dirhams selon les donnÃ©es communiquÃ©es par les autoritÃ©s.

Yahya Rhouat, LibÃ©ration (Casablanca) - AllAfricaÂ Â